

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 07 – du 13 février au 20 février 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : SITUATION DE L'ENDETTEMENT EN JORDANIE

La dette publique jordanienne a enregistré une trajectoire à la hausse ces dernières années. Alors que la dette - hors dette détenue par le fonds d'investissement de la sécurité sociale (SSIF) - s'élevait à 74,3 % du PIB en 2018, elle devrait, en 2024, s'établir à 90,5 % du PIB (115 % du PIB en incluant la dette du SSIF). Bien qu'il ait dû réajuster à plusieurs reprises ses cibles, en particulier depuis le début de la guerre à Gaza, le FMI maintient que la dette jordanienne (hors SSIF) devrait commencer à baisser dès 2025, pour passer sous le seuil des 80 % du PIB d'ici 2028.

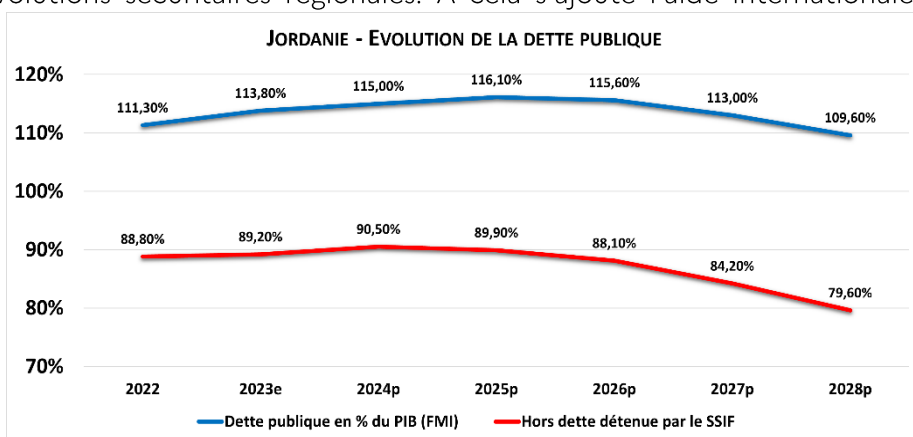
LE CHIFFRE À RETENIR

115%
DETTE/PIB
(SSIF INCLUS)

Les déficits des opérateurs publics, qui représentent près d'un quart du déficit budgétaire hors dons (8,4 % du PIB en 2024, contre 7,1 % du PIB en 2023), pèsent notamment sur la dette. Le déficit d'exploitation de NEPCO a continué de se creuser en 2024, s'élevant à 1,3 % du PIB, contre 1,1 % en 2023. La Water Authority of Jordan (WAJ) a quant à elle enregistré un déficit de 0,7 % du PIB en 2024, contre 0,6 % du PIB en 2023, à cause, notamment de la hausse des prix de l'énergie et des pertes physiques et commerciales (Non Revenue Water), qui atteignent près de 50 % du volume distribué.

Selon le FMI, la dette du Royaume est soutenable avec une probabilité élevée, de par notamment sa composition. La dette domestique a représenté 55,1 % de la dette totale en 2024. Elle est détenue à plus de 50 % par des banques commerciales, mais la solidité du secteur bancaire jordanien tend à atténuer les risques. Elle affiche également une maturité croissante ces dernières années (4,3 années en 2023 contre 3,6 années en 2018). Quant à la dette extérieure - 44,9 % de la dette totale en 2024 - elle est principalement libellée en dollars et ses détenteurs sont majoritairement publics (bailleurs). Sa maturité est également élevée depuis plusieurs années (7,9 années en 2018 et 8,2 années en 2023).

La dépendance aux flux externes demeure toutefois importante et fragilise les capacités de remboursement du Royaume. Reposant sur le secteur du tourisme (15 % du PIB) et sur l'importation de ses produits de base (95 %), la Jordanie est très dépendante des évolutions sécuritaires régionales. À cela s'ajoute l'aide internationale (4,4 Mds USD en dons au total en 2022), et notamment américaine, dont dépend le Royaume. Les Etats-Unis ont renouvelé en 2023 leur protocole d'aide à la Jordanie qui porte sur 1,45 Md USD de subventions annuelles pendant 7 ans et en 2024, l'aide budgétaire américaine a représenté près de 10 % des recettes du Royaume. Dans ce contexte, et à la suite des annonces de l'administration Trump concernant les coupes d'aide internationale, les incertitudes pèsent.



Service Économique d'Amman

ÉGYPTE

1. LÉGÈRE BAISSÉ DU CHÔMAGE AU 4^{ÈME} TRIMESTRE 2024

Le [taux de chômage en Égypte](#) a été ramené à 6,4% au quatrième trimestre 2024, en baisse de 0,3% par rapport au trimestre précédent, selon l'agence nationale des statistiques (CAPMAS). Sur cette période, on dénombre 29 000 chômeurs en moins. Cette diminution s'explique notamment par une expansion de 2,8% de la population active, qui a atteint 33,1 millions de personnes. Les femmes restent les plus touchées par le chômage (16,6%), bien que le taux de chômage des femmes ait reculé de 1,6%, tandis que le taux de chômage des hommes a été ramené à 3,9%. Le taux de chômage des jeunes de 15 à 29 ans a été ramené de 65,7% au 3^{ème} trimestre 2024 à 64,6% au 4^{ème} trimestre.

2. AUGMENTATION PRÉVISIONNELLE DES IMPORTATIONS ET DES ACHATS DE BLÉ SUR LA MARCHÉ LOCAL

Le gouvernement égyptien prévoit d'augmenter de [11% en glissement annuel ses achats de blé](#) auprès des agriculteurs locaux en 2024, pour atteindre 4 M de tonnes pour la récolte qui débutera mi-avril, selon le ministre de l'Approvisionnement, Sherif Farouk. La superficie cultivée est estimée à 3,1 M de feddans (soit environ 1,3 M Hectares), en léger recul par rapport aux 3,2 M de feddans de l'année précédente. La consommation nationale de blé devrait rester stable autour de 20 M de tonnes. Parallèlement, l'Égypte prévoit d'importer environ 6 M de tonnes, contre 6,2 M de tonnes en 2024.

3. SIGNATURE D'UN ACCORD STRATÉGIQUE POUR LE TRANSFERT DE GAZ AVEC CHYPRE

Le Ministre du Pétrole et des Ressources Minérales égyptien, M. Badawi, et le Ministre de l'Énergie chypriote, M. Papanastasiou ont signé le 17 février un [accord-cadre](#) avec TotalEnergies et ENI, à l'occasion de la cérémonie d'ouverture du salon énergétique EGYPTES au Caire, en présence du Président égyptien Abdel Fattah El-Sisi et du Président chypriote Nikos Christodoulides. Cet accord définit les principes commerciaux encadrant le transfert du gaz extrait du bloc 6 du champ offshore de Cronos au large de Chypre, exploité par TotalEnergies et ENI, vers les infrastructures de liquéfaction égyptiennes. Il prévoit la construction d'un pipeline reliant le site d'extraction aux installations du méga champ gazier de Zohr, puis l'acheminement du gaz vers l'usine de liquéfaction de Damietta, actuellement hors d'usage. La production sera destinée à l'exportation, notamment vers l'Europe. La signature de cet accord s'inscrit dans le prolongement des orientations fixées

lors du sommet tripartite Égypte-Grèce-Chypre tenu au Caire en décembre 2024.

IRAK

1. LA CBI INTERDIT À 5 NOUVELLES BANQUES PRIVÉES D'EFFECTUER DES TRANSACTIONS EN USD

La Banque Centrale d'Irak (CBI) a interdit à cinq nouvelles banques privées irakiennes d'effectuer des transactions en dollars américains. Cette mesure fait suite à des discussions entre la CBI et le Trésor américain, visant à lutter contre le blanchiment d'argent et la contrebande de devises. Les établissements concernés – Amin Iraq for Islamic Investment and Finance, Misk Islamic Bank, Al-Mashreq Al-Arabi Islamic Bank, United Bank for Investment et Al Sanam Islamic Bank – peuvent continuer à opérer en monnaies locale et étrangères mais leur exclusion des transactions en dollars limite leur accès aux marchés internationaux. Cette interdiction s'inscrit dans une série de restrictions imposées depuis 2022 affectant une trentaine de banques irakiennes, afin de réduire les flux financiers vers des pays sous sanctions. Elle intervient après la signature, le 4 février 2025, d'un [ordre exécutif](#) par Donald Trump, renforçant la pression américaine sur Téhéran et les pays entretenant des liens étroits avec l'Iran.

2. LÉGÈRE BAISSÉ DE RECETTES D'EXPORTATION DE PÉTROLE EN 2024

Les recettes d'exportation de pétrole brut ont atteint 94 Mds USD en 2024, en baisse de 4% par rapport à 2023 (97,6 Mds USD). Cette évolution résulte d'un effet prix sachant qu'en volume, les ventes ont été quasi stables, de 1 232 Mds barils (3,375 Mb/jour) en 2023 à 1 234 Md barils (3,38 Mb/j) en 2024. 73% des exportations étaient destinées à l'Asie, contre 69% en 2023. La Chine a représenté en 2024 35% des exportations de pétrole irakien (32% en 2023) avec des ventes en hausse en volume de près de 9% (de 1,08 Mb/j à 1,18 Mb/j). Deuxième client, l'Inde a compté pour 28% des exportations et la Corée du Sud pour 9%. L'Irak est le 4^{ème} fournisseur de pétrole de la Chine derrière la Russie, l'Arabie Saoudite et la Malaisie, sachant que l'essentiel du pétrole « malaisien » provient d'Iran. L'Europe est le principal marché de l'Irak hors Asie avec 677 000 b/j exportés en 2024 (724 000 b/j en 2023), soit 20% du total des ventes.

IRAN

1. LA BCI ORGANISE LA VENTE DE PIÈCES D'OR POUR SOUTENIR LE RIAL

Afin de juguler la forte dépréciation du rial ces derniers mois, la Banque Centrale (BCI) a lancé des séances de vente à terme d'un million de pièces d'or pour trois dates de livraison futures en juin, août et octobre 2025. Toute personne âgée de plus de 18 ans est autorisée à acheter entre 1 et 6 pièces d'or lors de cette vente à terme. Ces ventes exceptionnelles s'ajoutent aux ventes hebdomadaires de 20 000 pièces d'or. Selon les calculs du service économique, la BCI a appliqué un taux de 1 USD = 935 000 IRR pour déterminer la valeur de la pièce d'or sur le marché local par rapport au prix mondial de l'or. Cette vente exceptionnelle peut s'expliquer par la poursuite d'un double objectif : **i)** maintenir la parité USD/IRR au niveau actuel sans intervention directe sur le marché des devises ; **ii)** générer des liquidités pour l'État afin de couvrir ses obligations financières avant Nowruz (nouvel an), notamment pour régler les dépenses de fonctionnement et les dettes de l'État envers les contractants paraétatiques et privés.

La dépréciation continue du rial au cours de ces dernières semaines peut s'expliquer – au-delà des tensions géopolitiques et des anticipations en la matière – par trois facteurs principaux : **a)** l'arrivée à échéance des certificats de dépôt offrant un taux d'intérêt de 30 % (avec une maturité maximale de 12 mois) – cf. brève du 1^{er} février 2024 –, qui aurait entraîné une injection massive de rials sur les marchés parallèles ; **b)** la forte chute des exportations de pétrole en décembre et janvier, conséquence du renforcement des sanctions américaines ; **c)** la hausse habituelle de la demande en devises avant Nowruz sur le marché libre.

En 2018, la BCI avait vendu 57 tonnes de ses réserves d'or. La vente de 2025 s'en distingue en ce que l'or vendu proviendrait, selon la Banque Centrale, des excédents d'or rapatriés par les exportateurs et rachetés par la BCI faute d'acheteurs sur les marchés. Ce stock accumulé est ainsi distinct des réserves en or de la Banque Centrale.

2. HAUSSE DE 88% DU PANIER DE SUBSISTANCE DES MÉNAGES

Selon le comité des salaires du Haut Conseil du Travail, le coût mensuel du panier de subsistance est passé de 139 000 000 IRR en 2023/2024 à 234 416 640 IRR en 2024/2025, soit une hausse de 88 % en glissement annuel. Cette augmentation se répartit entre 39 % pour les dépenses alimentaires et 61 %

pour les dépenses non alimentaires. Ce montant servira de référence pour les négociations salariales de l'année 1404 (2025/2026) et met en évidence plusieurs points critiques : **i)** la détérioration du pouvoir d'achat des travailleurs en raison de l'écart significatif entre le salaire minimum actuel et le coût du panier de subsistance. En 2024/2025, le salaire brut minimum mensuel était de 71 661 840 IRR dans le secteur privé et paraétatique, et de 100 000 000 IRR dans le public ; **ii)** les relèvements de salaires ayant été, ces dernières années, significativement inférieurs à l'augmentation du coût de la vie, l'ajustement des salaires pour 2025 devient particulièrement sensible. Selon l'article 41-2 du Code du travail, les salaires doivent être fixés en fonction du coût de la vie. Selon la loi de finances 1404 (2025/2026), le coefficient salarial pour toutes les catégories de fonctionnaires sera augmenté de 20%, et le salaire minimum de ceux-ci sera relevé de 30% pour atteindre 130 000 000 IRR. Pour mémoire, les représentations syndicales estiment que le panier de subsistance réel s'élève à 350 000 000 IRR, un montant 50 % plus élevé que celui résultant de l'évaluation du comité des salaires.

3. LA COUR DE COMPTES SIGNALA À LA JUSTICE LES MANQUEMENTS DE LA BANQUE CENTRALE

La Cour des Comptes, organe d'audit budgétaire du Parlement, a déclaré le 18 février que selon ses investigations, l'une des raisons de la dépréciation du rial constatée sur les marchés est la "croissance considérable" des cas où les exportateurs, particulièrement les entreprises pétrochimiques, les raffineries et les sociétés métallurgiques, n'ont pas rapatrié leurs revenus en devises. Pour mémoire, ces exportateurs ont l'obligation de rapatrier leurs recettes d'exportations en devises, à différents taux administrés – significativement inférieurs au taux libre –, en fonction de leur secteur d'activité. La Cour a ainsi signalé à la justice l'incapacité de la Banque Centrale à appliquer cette obligation.

ISRAËL

1. LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE 2024 DÉPASSE LES ATTENTES

Malgré la guerre, le PIB d'Israël a franchi la barre des 2 000 Mds ILS et a augmenté de 1% en 2024 d'après le Bureau central des statistiques (CBS). Ce chiffre dépasse les prévisions du Ministère des Finances, de la Banque Centrale et de l'OCDE (comprises entre 0,4 et 0,6%). Cela correspond cependant à un recul de 0,3% du PIB par habitant, compte tenu du solde naturel observé en 2024. Les données du CBS décrivent une reprise au dernier trimestre 2024, avec

un taux de croissance de 2,5% en glissement annuel, après un bond de 5,3% en g.a. au troisième trimestre principalement par effet de base. La croissance de l'économie est principalement soutenue par une forte augmentation des dépenses publiques (+13,7%) : dépenses de défense (+43,3% en 2024 par rapport à 2023) et dépenses civiles (+4,2%).

2. EDF-RENEWABLES REMPORTE UN APPEL D'OFFRES POUR LA CONSTRUCTION D'INSTALLATIONS DE STOCKAGE D'ÉLECTRICITÉ

L'Autorité israélienne de l'électricité a publié le 13 février les résultats d'un appel d'offres pour la construction d'installations de stockage d'électricité à haute tension, d'une capacité totale de 1,5 GW. L'investissement total des entreprises lauréates pour élaborer l'ensemble des installations s'élèvera à environ 3 Mds ILS. Les installations de stockage, qui stockeront l'énergie renouvelable produite pendant la journée et la redistribueront en soirée ou la nuit, devraient être opérationnelles à partir de 2027 et bénéficieront au gestionnaire du réseau électrique national Noga. Elles permettront le raccordement au réseau d'installations d'énergie photovoltaïque supplémentaires. EDF Renewables a remporté la part la plus importante de l'appel d'offres, à hauteur de 420 MW pour la construction d'un site dans l'Arava. L'énergéticien français s'est associé dans ce cadre à l'entreprise Solaer.

3. NOUVEL APPEL D'OFFRES POUR L'EXPLOITATION DU PÉAGE URBAIN

Le trésorier général du Ministère des Finances a publié le 19 février [l'appel d'offres](#) pour l'exploitation du péage urbain dans la région de Gush Dan (région métropolitaine de Tel-Aviv), qui vise à limiter la congestion routière. L'appel d'offres comprend la planification, la construction, l'exploitation et la maintenance d'un équipement dans la région de Tel-Aviv pour le recouvrement de la redevance pour une durée de 22 ans. Les offres doivent être soumises d'ici le 5 août, pour une mise en service du péage en 2026 conformément à la loi. Le péage urbain doit rapporter au Trésor israélien 1,3 Md ILS en 2027 (environ 350 M EUR) qui seront fléchés vers le projet de métro.

JORDANIE

1. HAUSSE DU CAPITAL DE LA BANQUE CENTRALE

La Banque Centrale de Jordanie a annoncé augmenter son capital à 100 M JOD (141 M USD), contre 48 M JOD (67,7 M USD) auparavant. La dernière hausse remonte à l'année 2013 avec une

évolution de 18 M JOD (25 M USD) à 48 M JOD (67,7 M USD). Cette décision intervient dans un contexte de croissance des réserves de changes et des actifs de la BCJ. Début 2024, ceux-ci ont respectivement atteint 21 Mds USD (pour plus de 8 mois d'importations) et 19,3 Mds JOD (27,2 M USD).

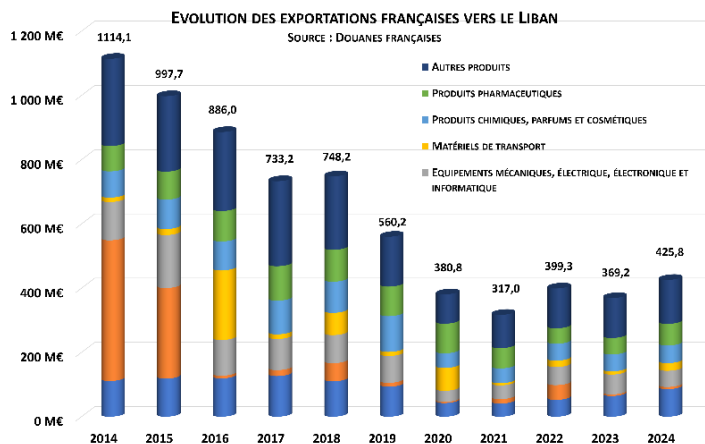
2. HAUSSE DE L'IPI (+1,1%) EN 2024

Selon le département des statistiques (DoS), l'indice de production industrielle a enregistré une hausse de 1,1% en glissement annuel (g.a.) en 2024. L'analyse par secteur montre que cette augmentation est principalement liée au secteur manufacturier – lequel représente 88,7% de la production industrielle – qui a enregistré une hausse de production de +0,45% en g.a. L'industrie extractive (5,4% de la production industrielle) et le secteur de l'électricité (5,9% de la production industrielle) ont elles aussi observé des hausses, respectivement de +7,31% et +5,83% en g.a.

LIBAN

1. PROGRESSION DE L'EXCÉDENT COMMERCIAL FRANÇAIS AU LIBAN

Le commerce bilatéral France-Liban a généré en 2024 un excédent pour la France de 334 M€ (+23% par rapport à 2023), soit un niveau non-négligeable au regard de la taille du marché libanais (5,8 M d'habitants, PIB de 23 Md\$). Nos exportations de biens vers le Liban, qui demeurent diversifiées, se sont élevées à 426 M€ en 2023 (soit 0,07% des exportations totales). En baisse sur longue période (-43% par rapport à 2018), nos exportations se redressent depuis 2022 et ont connu une nouvelle progression en 2024 (+15%), portée principalement par les ventes de produits agroalimentaires (+33% à 85 M€), de produits pharmaceutiques (+31% à 67 M€) et de matériel de transport (+144% à 24 M€). Historiquement peu élevées (51 M€ en moyenne sur 2012-2022), nos importations depuis le Liban ont atteint 92 M€ en 2024 (-6,9% par rapport à 2023). Elles sont principalement composées d'équipements électriques et ménagers (48%) et de produits agroalimentaires (15%).



2. HAUSSE DE LA MONNAIE EN CIRCULATION (+15%) EN 2024

Selon les derniers chiffres de la Banque du Liban, la monnaie en circulation (M0) a atteint 58 trillions LBP fin décembre 2024, enregistrant ainsi une hausse de 14,8% en glissement annuel (50,59 trillions LBP fin décembre 2023). Cette hausse de la monnaie en circulation est en partie due à l'octroi de plusieurs primes aux agents de la fonction publique ainsi qu'à la distribution de certaines aides publiques aux familles touchées par la guerre en fin d'année. L'injection de ces liquidités supplémentaires en LBP avait accentué la pression sur la LBP mais la stabilité du taux de change LBP/USD n'a pas été affectée du fait d'interventions de la Banque Centrale sur le marché.

SYRIE

1. REPRISSE DE VOLS INTERNATIONAUX À L'AÉROPORT INTERNATIONAL DE DAMAS

Une reprise de certains vols internationaux sont observés à l'aéroport de Damas depuis le début de l'année 2025. Pendant le conflit, les aéroports syriens sont restés opérationnels malgré les sanctions et les frappes israéliennes sur Damas et Alep. Cependant, le trafic avait connu une forte diminution et la plupart des compagnies internationales avaient suspendu leurs dessertes. Le changement de régime a été l'occasion de la reprise de vols commerciaux internationaux. L'aéroport international de Damas a accueilli son premier vol de Qatar Airways le 7 janvier 2025, le premier depuis 2012. En janvier 2025 également, Turkish Airlines a atterri à Damas pour la première fois depuis 13 ans. Royal Jordanian a annoncé la reprise de ses vols vers Damas, avec une fréquence d'un vol quotidien à partir d'avril. Aujourd'hui, Qatar Airways et Turkish Airlines assurent trois vols directs par semaine vers Damas,

tandis que Royal Jordanian en propose jusqu'à quatre.

TERRITOIRES PALESTINIENS

1. POINT SUR L'AIDE FINANCIÈRE EN 2024

L'aide extérieure à l'Autorité palestinienne a augmenté de 128 % en 2024, atteignant environ 820 M USD, contre 355 M USD en 2023.

Sur ce montant, 680 M USD ont été alloués au budget général, tandis que 130 M USD ont financé des projets de développement. Cette hausse est due principalement à l'augmentation du soutien arabe (166 M USD, soit +295% par rapport à 2023), notamment de l'Algérie (106 M USD), l'Arabie Saoudite (40 M USD) et l'Irak (20 M USD), pour un total 166 M USD, soit 295 % de plus qu'en 2023. Cette aide a servi au paiement de salaires.

En parallèle, l'Union Européenne, via son mécanisme d'aide sociale et économique, a fourni 290 M USD à l'Autorité palestinienne. La Banque Mondiale a versé 150 M USD au budget, tandis que les États-Unis ont alloué 27 M USD pour soutenir les hôpitaux de Jérusalem Est.

Les revenus nets de l'Autorité palestinienne ont atteint 3,2 Mds USD, principalement issus des recettes fiscales et de droits de douane

2. HAUSSE DES CHÈQUES REJETÉS EN 2024

En 2024, la Palestine a connu une augmentation significative des chèques rejetés pour insuffisance de fonds. Sur un total de 20,3 Mds USD de chèques échangés (6,86 millions de chèques), 1,68 M USD ont été rejetés (1,14 million de chèques). Par rapport à 2023, où 24 Mds USD de chèques avaient été échangés et 1,52 milliards rejetés, la part des chèques rejetés est passée de 6,3% à 8,2% en valeur et de 10,3% à 16,6% en volume. En d'autres termes, 17 chèques sur 100 ont été rejetés en 2024, contre 10 en 2023.

Cette hausse est attribuée à la crise économique causée par la guerre à Gaza, la baisse de liquidités et la montée du chômage. Face à ces risques, les banques ont durci les conditions de crédit, limitant ainsi l'émission de chèques et réduisant la confiance dans ce moyen de paiement

3. SIGNATURE DE DEUX SUBVENTIONS AVEC LE JAPON

M. ARAIKE Katsuhiko, Ambassadeur pour les Affaires Palestiniennes, et Dr. Wael Zakout, Ministre de la Planification et de la Coopération Internationale ont signé deux accords de subvention pour soutenir les

efforts de réhabilitation et de reconstruction dans les Territoires Palestiniens. Le premier accord, d'environ 13,3 M USD, vise à fournir des matériaux et équipements nécessaires pour la réhabilitation de la médecine d'urgence dans la bande de Gaza et la Cisjordanie. Le second, d'environ 1,6 M USD, viendra renforcer un projet existant pour l'amélioration de la gestion des déchets infectieux. Ces fonds permettront d'acheter des véhicules, des

équipements de stérilisation et des machines lourdes pour la collecte et l'élimination des déchets infectieux. Les autorités palestiniennes ont souligné l'importance de ce projet pour la gestion des déchets, la santé publique et la réhabilitation des infrastructures d'eau. Depuis 1993, le Japon a fourni plus de 2,6 Mds USD d'aide à la Palestine.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	PALESTINE	SYRIE
POPULATION (MILLIONS) - 2024	FMI / WEO	107	44	87	10	11	5,8 **	5,5 *	21 **
PIB (Mds USD) - 2024P	FMI / WEO	380	264	434	528	53	23 **	17 *	6,2 **
PIB / HAB. (USD) - 2024P	FMI / WEO	3542	5947	5013	53111	4682	3931 **	3181 *	295 **
CROISSANCE PIB RÉEL (%) - 2024P	FMI / WEO	2,7	0,1	3,7	0,7	2,3	-5,7 **	-5,4 *	-1,5 **
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) - 2024P	FMI / WEO	-10,1	-5	-3,1	-9	-8,4	0 **	-1 *	-8 **
DETTE PUBLIQUE (% PIB) - 2024P	FMI / WEO	91	46	35	68	91	158 **	50 *	n/a
RATING COFACE 2024	COFACE	C	E	E	A4	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	STATISTIQUES OFFICIELLES	26,4	3,1	31,2	3	2	18,1	60	100 **
PMI MENSUEL	STATISTIQUES OFFICIELLES	49,0	n/a	43,9	47,4	n/a	48,8	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) - 2023	DOUANES FRANÇAISES	1742	331	282	1803	339	362	17	22
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) - 2023	DOUANES FRANÇAISES	1117	1655	41	1471	47	98	4	5

* = DONNÉES BANQUE MONDIALE

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS

A1 TRÈS FAIBLE / **A2** PEU ÉLEVÉ / **A3** SATISFAISANT / **A4** CONVENABLE / **B** ASSEZ ÉLEVÉ / **C** ÉLEVÉ / **D** TRÈS ÉLEVÉ / **E** EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtresor.gouv.fr